

Une analyse géopolitique du conflit malien

Par Myriam Arfaoui

“Le Mali est le concentré explosif des maux d’une zone aussi immense que grise, qui va de l’Atlantique à l’océan Indien et où les trafics alimentent aussi bien les extrémistes islamistes d’al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), que les mouvements de guérilla touareg et l’état-major d’une armée gangrenée par la corruption”.

Ayad, 2012.

Le conflit malien de 2012 est une détonation, la résultante de diverses variables d’insécurité du temps long momentanément combinées et proactives. Il n’est pas directement construit par les intérêts qui le composent mais se loge *ab extra* là où l’État semble se déconstruire. Itération de la contestation, il se caractérise par un mode d’évolution négatif : un conflit d’opportunité, mobile, émergeant chaque fois qu’une faille lui confère un espace d’expansion. Ainsi, peut-on le désigner comme un conflit trans-moderne dont la latence est structurée par une collision permanente entre deux temps de l’Histoire tandis que l’expression dépend de l’incapacité de l’État malien à résorber ses oxymores.

Diffus dans la mondialisation, les acteurs criminels et belligères trouvent dans la rupture politique malienne l’occasion de se concentrer, *a fortiori* de se territorialiser. Ils dépassent alors la virtualité d’une conflictualité médiata, fluide pour se matérialiser en un conflit concret, direct, présent. Évoluant comme des éléments parasites dépendant d’un contexte d’instabilité et de ses points de ruptures, ces acteurs répondent en amont d’intérêts particuliers à échelles variables : irrédentisme, contrôle des routes du trafic et de la criminalité, islamismes radicaux. Imbriqués, ils détonnent en un conflit structuré par les flux et mouvements de la mondialisation mais qui reste, en amont, profondément acquis aux impératifs géopolitiques classiques : les enjeux de pouvoir sur les territoires.

La rébellion qui éclate au Nord-Mali en 2012 est dans la continuité des mouvements autonomistes et indépendantistes touareg qui agitent épisodiquement le pays depuis son indépendance.¹ La crise libyenne de 2011 modifie les rapports de force et crée une opportunité d’action : les touareg, engagés dans les légions de Mouammar Kadhafi, retournent dans leur pays d’origine après avoir pioché dans son arsenal militaire.² Le Mouvement National de Libération de l’Azawad (MNLA), composé de ces mercenaires,

¹ Châtelot, 2013, p.15

² Leymarie, 2012 : “*De plus, ces derniers mois, le retour de Libye de milliers de combattants – en majorité touaregs –, la prolifération d’armes et l’explosion des trafics de cocaïne ou de cigarettes ont achevé de propager une guerre larvée dans le sud de l’Algérie, dans le nord du Mali, dans le nord du Niger ainsi que dans une partie de la Mauritanie*”.

revendique l’indépendance de l’Azawad, une vaste région saharienne notamment composée des villes de Gao, de Kidal, et de Tombouctou. Le 17 janvier 2012, une attaque sur Ménaka acte le départ de la rébellion ; elle est suivie par “*plusieurs semaines d’actions victorieuses contre des garnisons de l’armée malienne, dont la prise de la base de Tessalit, le 11 mars*”.³ Le manque de proactivité des autorités politiques et les faiblesses institutionnelles de l’État font le lit d’une nouvelle insurrection armée menée par Amadou Haya Sanogo. Le président Amadou Toumani Touré est destitué – ce temps mort sécuritaire rouvre une plaie gangrénée dans laquelle les fluides de la conflictualité métastasée s’écoulent. La profusion de groupes armés non étatiques criminels ou salafistes délogent le MNLA qui avait déclaré unilatéralement l’indépendance de l’Azawad.

Le coup d’État de 2012 marque donc une rupture dans la situation politique malienne. Cette brèche ouvre le pas à une coalition conjoncturelle des différents groupes armés maliens et sahélo-sahariens : putschistes, irrédentistes et islamistes s’enlisent et font exploser un conflit larvé ; “*Les groupes armés islamistes d’Ansar Eddine, du Mujao et d’Aqmi qui ont fait la conquête du Nord-Mali et de la boucle du Niger, alors en conflit, communiquent à nouveaux entre eux*”.⁴ Le contexte géopolitique et politique immédiat catalyse une crise interne et régionale. Elle cristallise le rôle des groupes djihadistes au Sahel-Sahara et met en exergue la prégnance des enjeux politiques et sociaux de long terme ; la problématique centrale demeure être la viabilité de l’État africain

Le 20 juin 2015 la Coordination des Mouvements de l’Azawad (CMA) joint sa signature aux accords de paix malienne. Pour autant, les exactions n’ont pas cessé, de nouvelles attaques et de nouveaux groupes émergents dans un contexte international rythmé par un nouvel avatar : Daesh. Sous médiation burkinabée, les accords de Ouagadougou en juin 2013 permettent de mettre en place des élections présidentielles et législatives. Élu en août 2013, Ibrahim Boubacar Keïta contribue au moins institutionnellement à résorber l’instabilité politique et engager un processus de paix viable.⁵ Les discussions amorcées entre le gouvernement de Bamako et les groupes armés touareg le 16 juillet 2014 se confrontent à de nouveaux blocages dès février 2014.⁶ L’impasse des négociations semble se cristalliser et pourrait à long terme empêcher l’instauration d’une paix durable. Cette impasse interroge l’efficacité des solutions mises en place : il ne s’agit plus seulement de soigner les symptômes d’une plaie gangrénée, mais de l’appréhender en elle-même, à son origine. En limitant le processus de sortie de crise à l’urgence de la déflagration, la communauté internationale n’engage que des solutions souvent insuffisantes voire inefficaces.

L’instabilité politique poussée à son paroxysme laisse se concentrer dans le nord du pays une boule belligène confuse construite par l’interaction des mouvements profonds du

³ Châtelot, 2013, *op.cit.*

⁴ Mathias, 2014, p.29

⁵ Les élections sont encore marquées par des réflexes ethniques. Par exemple, alors qu’Ibrahim Boubacar Keïta, qui connaît très peu le nord du pays, est soutenu par la majorité des Bambaras du sud, son rival Soumaïla Cissé est majoritairement soutenu par les Songhaï du nord.

⁶ International Crisis Group, 2015, p.1.

temps long et des dynamiques contextuelles du court terme. Cette dialectique entre le médiat et l’immédiat permet l’hybridation d’un conflit qui nécessite d’être disséqué et analysé à toutes ses échelles d’expression – à tous ses temps d’explication. Dès lors, la question centrale interroge les variables de long termes, moyens termes, et conjoncturelles qui conduisent à cette déflagration. Le conflit de l’Azawad est l’expression de motivations géopolitiques antagonistes momentanément et opportunément croisées en un même espace-temps. L’analyse géopolitique semble être une approche pertinente en ce qu’elle dépasse le visible pour mettre en lumière l’invisible. Elle permet en quelque sorte de révéler l’inconscient de l’espace et de comprendre l’alpha de la rupture. Appréhender ce conflit à la seule explosion de 2012 est réducteur puisque c’est dans la latence et le *leitmotiv* des ruptures politiques qu’on peut saisir toute la difficulté du propos. Deux problèmes majeurs sont à mettre en exergue, ils ne semblent pas seulement concerner le Mali mais également la majeure partie des États africains en conflit : d’un côté, la problématique de l’État et l’importance d’interroger la formation du pacte civil dans les pays africains. De l’autre, la problématique de la bi-historicité et de la collision redondante entre la permanence et la perméabilité de cet espace. Étudier les enjeux de pouvoir sur les territoires est un préalable nécessaire à l’entendement de ces conflits. Dépasser les discours politiques et les catégorisations actuelles telles que “la guerre contre le terrorisme” est une nécessité commandée par le besoin de lisibilité. Ce ne sont pas seulement deux cartes qui se superposent en Afrique, mais *ab extra* deux horloges qui se juxtaposent.

Le conflit malien dans son milieu : des hommes en bleu dans une tache blanche quadrillée

Le concept de Sahel-Sahara marque une rupture avec le temps où le Maghreb était considéré comme séparé du Sahel.⁷ Il est devenu “*le nom générique de l’ensemble constitué du Sahel et du Sahara, de l’Atlantique à l’océan Indien*”.⁸ En l’espèce, le conflit de l’Azawad s’inscrit dans les dynamiques régionales du Sahara central – principalement, dans leurs activités entre le sud saharien de l’Algérie et le nord sahélien du Mali.

Le désert : un espace mobile construit par le mouvement

Le Sahel-Sahara est composé du plus grand désert de sable et de son rivage, zone de transition entre le monde arabo-berbère et le monde soudanien. L’aridité est sa composante essentielle – ainsi, il se différencie de l’œkoumène et se déploie comme espace de transition, de circulation, et non de fixation. Ses dispositions physiques conditionnent les modes de vie mais également les modes de perception des populations qui le traversent. Fondé sur une représentation nomade l’espace est vaste, ouvert, jalonné d’oasis dispersées comme les *hubs* d’un immense réseau d’interactions humaines. La colonisation et les indépendances des années 1960 modifient cette culture en imposant un modèle sédentaire de représentation de l’espace : des frontières marginales quadrillent le désert qui est intégré par morceau à des États nouveaux.

⁷ OCDE/CSAO, 2014, p.218.

⁸ *Ibid.*

Dès lors, deux cartes complémentaires ou concurrentes, se superposent. L’une découpe le désert en États acquis à une perception réaliste de leurs intérêts ; l’espace est *a priori* fixe, les frontières limitent et séparent différentes aires géographiques.⁹ L’autre dresse le portrait d’un désert traditionnellement ouvert structuré par le mouvement, les routes, et les liens sociaux qui le dynamisent. L’espace est mobile – le désert est une mer de sable intérieure qui relie plus qu’elle ne sépare les différents points d’ancrage humain. Les oasis, villes du désert, sont construites non pas sur les points d’eaux mais au croisement des routes commerciales sahariennes. Ainsi, les lieux se déplacent, suivent les flux et les rencontres instantanées.¹⁰

L’importation d’un système encore mal adapté aux réalités locales perturbe le développement politique, économique, et social des États sahéliens. Si bien qu’ils peinent majoritairement à assurer une intégration homogène sur l’ensemble de leur territoire. Les indépendances ont poussé les gouvernements à désenclaver leurs zones sahariennes par des politiques d’aménagement du territoire – or l’instabilité malienne n’a pas permis l’aboutissement complet de cet effort. Dès lors, si le désert est quadrillé, il l’est en pointillé : les frontières sont poreuses permettant aux populations de réinvestir l’espace mobile. La mondialisation et les effets de ce paradigme replacent le Sahel-Sahara dans son contexte traditionnel : les flux et les liens personnels comme infrastructure essentielle du désert.

Les groupes armés non étatiques réinvestissent cet espace mobile – dans la logique des “Empires de la route”, ils s’appuient sur les réseaux sociaux¹¹ pour contrôler les axes de circulation et de trafic. Ils se déplacent et déplacent avec eux la conflictualité – comme pour les oasis, c’est dans la rencontre des dynamiques belligères que se construisent les territoires de conflit. Ainsi, il est nécessaire de rompre avec une représentation strictement figée de l’espace et de l’analyser dans un rapport contradictoire à la mobilité : “*appréhender le Sahara-Sahel par ses mobilités sociales, économiques et spatiales contribue à en rapprocher les deux bords et à réactiver un espace de circulation aujourd’hui segmenté*”.¹²

Comme la mer, le désert est un vaste espace difficilement délimitable par des barrières physiques. Le contrôle des routes, et donc du mouvement, se fait par l’établissement de bases en constante mutation. Mais la comparaison prend fin avec la reconnaissance internationale de frontières et l’importation du modèle étatique. De la nécessité de contrôler le mouvement les sociétés nomades, notamment touareg, transitent vers la nécessité de contrôler le territoire. Ce n’est donc pas seulement la part de mobilité dans l’espace fixe qu’il faut analyser, c’est-à-dire la manière dont les relations entre les hommes se pérennisent indépendamment des frontières étatiques, mais également, la part de fixité dans l’espace mobile et l’adaptation des sociétés nomades aux standards territoriaux et identitaires internationaux.

⁹ *Ibid.*, p.108.

¹⁰ Denis Retaillé, “Conflit au Sahel : l’explication par la géographie”, *Thinkovery*, enregistrement vidéo de 5’37” : <http://www.thinkovery.com/conflits-au-sahel-l'explication-par-la-geographie>.

¹¹ OCDE/ CSAO, 2014, *art.cit.*, p.22.

¹² *Ibid.*

Les Touareg : des nomades dans le paradigme de la territorialité

Au centre du Sahel-Sahara, du Maghreb à l’Afrique subsaharienne sur des relais de massifs montagneux (Aïr, Tassili des Ajjer, Hoggar, Adrar des Ifoghas, etc.), le *pays touareg* compte aujourd’hui un peu moins de deux millions d’individus éclatés depuis les années 1960¹³ entre cinq États : l’Algérie, la Libye, le Niger, le Mali et le Burkina-Faso. L’intangibilité des nouvelles frontières modernise la conflictualité en la liant à l’affirmation d’une identité particulière sur un espace territorialisé. Les populations sont intégrées à des États souvent fragiles dont elles doivent partager le principe national créé *ad hoc*. Et, “*les hommes des espaces infinis*”¹⁴ voient “*leurs axes de transhumance barrés par des frontières dont le tracé avait été décidé sans eux et le plus souvent contre eux*”.¹⁵

Les Touareg, berbérophones, évoluent sur une zone traditionnelle d’environ 2,5 millions de km² au cœur du Sahara central, “*dans le sud de l’Algérie, autour du Tassili de Ajjer et des villes d’In Salah, Djanet et Tamanrasset, au nord du Mali et à l’est du Niger, autour de Bilma et Agadez*”.¹⁶ Au Mali, les *Imageren*,¹⁷ se désignant eux-mêmes comme *Kel Tamasheq*,¹⁸ appartiennent à des sociétés tribales hiérarchisées et matriarcales qui reconnaissent comme base commune de leur identité la langue berbère. Ces sociétés portent un nom différent en fonction des régions où elles vivent (le nom de la région précédé du vocable *Kel*). Les différentes tribus sont regroupées en huit principales confédérations dont trois se situent au Mali : les Kel Adrar dans la région de Kidal, les Kel Ataram dans la région de Gao, et les Kel Ansar dans la région de Tombouctou ; “*les relations forgées au fil des siècles au sein de ces tribus, entre ces tribus et entre leurs confédérations, influencent encore aujourd’hui la population touarègue*”.¹⁹

Les aléas géographiques et climatiques dont ils dépendent en ont fait des commerçants (“*esclaves, dattes, sel, minerai de cuivre, bétail, peaux, artisanat (bois, cuir, métal) aux échelons local et intra-saharien ; esclaves, céréales, plumes d’autruche, or, étoffes indigos, produits manufacturés – notamment armes -, thé, sucre, soie, épices, parfums, encens, dans le cadre transsaharien*”²⁰) participant même au commerce triangulaire jusqu’au XIX^e siècle. Les sociétés touarègues sont composées de plusieurs castes, rangs, se rapprochant du modèle de la classe sociale : “*une aristocratie guerrière, des vassaux, des religieux à titre collectif, des artisans et un groupe servile qui comprend plusieurs niveaux selon son statut – esclaves, affranchis, ...*”²¹). Chaque confédération a un amenokal à sa tête toujours issu de la même tribu dont le pouvoir est symbolisé par l’*ettebel*, un tambour de guerre.

¹³ Indépendances : Libye (1947), Mali (1960), Niger (1960), Burkina-Faso (1960), Algérie (1962).

¹⁴ Lugan, 2009, p.922

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Ben Mami, 2013, p.4.

¹⁷ Autre nom donné aux Touareg du Mali, signifiant “hommes libres”.

¹⁸ Littéralement, “les gens du Tamasheq”, soit ceux qui parlent tamasheq.

¹⁹ Gourdin, mai 2013.

²⁰ *Ibid.*

²¹ Bernus, juillet 2002.

Avant la colonisation les seigneurs du désert²² contrôlent les flux et mouvements du désert. Le système économique transsaharien est déstabilisé dès le XIX^e siècle par une succession d'évènements qui annihilent la prépondérance des touareg sur cet espace.²³ L'abolition de la traite négrière sectionne une des principales sources de revenus de l'économie traditionnelle. Les biens d'échange classiques sont suppléés par les nouveaux modes de production et de transaction.²⁴ L'hostilité du Sahara central, qui ne permet pas l'installation de cultures et de plantations, contribue à son exclusion des investissements coloniaux en développement et en infrastructure tandis que l'achèvement des voies ferrées Kayes-Bamako en 1904 et Lagos-Kano en 1912 transforme le circuit transsaharien. Les Touareg n'ont pas les capacités et les moyens nécessaires de s'adapter à la modernité ; ils s'en sont exclus.

Depuis 1958, l'Azawad fait l'objet de revendications autonomistes ou indépendantistes. Géographiquement et dans sa définition la plus réduite, l'Azawad correspond à un erg d'environ 380 km² situé entre Tombouctou et Araouane. Géopolitiquement, le territoire est constitué des trois régions administratives de Tombouctou, Gao et Kidal, et concerne l'ensemble du nord malien (avec quelques variantes suivant les groupes indépendantistes relatives à la limite sud du territoire). Les rébellions touarègues qui de 1916 à aujourd'hui remuent le Sahara central sont principalement motivées par l'affirmation identitaire et la volonté de représentation politique.

Le mouvement touareg, au départ uni, alterne entre revendications politiques et rébellions militaires contre le gouvernement de Bamako (les jeunes exilés ayant appris à se battre à l'étranger), avant d'être divisé par des luttes tribales internes pour le *leadership* local et régional. Le mouvement touareg s'est ainsi fragmenté au gré des affiliations tribales et idéologiques. Il se multiplie en une kyrielle de mouvements hétérogènes complexifiés par l'émergence de groupuscules islamistes et djihadistes au Sahel-Sahara.

Après l'opération Serval, une nouvelle vague de mouvements indépendantistes et islamistes maliens émergent : le Haut Conseil de l'Azawad (HCA), le Mouvement Islamique de l'Azawad (MIA), le Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA), entre autres. La problématique initiale liée à l'affirmation d'une identité particulière sur un espace devenu territoire d'un État est confondue par l'apparition d'une multitude de discours imbriqués (raciaux, tribaux, sociaux, radicaux). Les luttes fratricides font apparaître de nouveaux enjeux, de nouvelles stratégies, des alliances contextuelles et conjoncturelles qui s'établissent en fonction d'intérêts particuliers affirmés ou déguisés. L'islamisme et le djihadisme embrayent l'amalgame faisant place à une hydre de conflictualité et de revendication qui obscurcit la distinction entre mouvement de libération nationale lié à l'identité touarègue et velléités religieuses, idéologiques, ou criminelles.

²² Edel, 2014.

²³ Gourdin, mai 2013, *art.cit.* : “*Maîtres du Sahara central et bien intégrés dans les courants commerciaux intra- et transsahariens précoloniaux, les Touaregs virent leur pouvoir détruit, leur système économique ruiné et leur société disloquée par la colonisation, lors de la première phase de la mondialisation, puis par l'indépendance du Mali*”.

²⁴ *Ibid.* : “*Le développement par les Européens du commerce maritime au long cours dès le XVI^e siècle sapa lentement une base essentielle de la prospérité, donc de la puissance des Touaregs*”.

Les particularités physiques conditionnent les sociétés qui évoluent dans cet espace. La structure principale du désert, le lien social, résiste à sa fragmentation et réintroduit les routes millénaires transsahariennes dans la mondialisation : groupuscules trafiquants, groupes armés, tous fluides ou entités criminelles évoluant dans un système parallèle à celui des États. Les inerties s’adaptent à la modernité sans y être totalement fondues. Le quadrillage de la “tache blanche” ne résorbe pas les tensions identitaires issues de l’historicité des groupes humains et de leur cohabitation difficile au sein d’un même État passif du fait de ses défaillances. Cette confrontation entre des identités fortes et un État qui ne réussit pas à les transcender constitue une brèche dans laquelle se hissent les mouvements rebelles parasites qui fourmillent de par le monde : “*le fondamentalisme islamique n’était donc pas la cause de la septicémie sahélienne, mais la manifestation de la surinfection d’une plaie originellement ouverte par la négation du réel ethnique*”.²⁵

Le conflit malien dans son contexte : des temporalités en concurrence dans la construction des identités

Les identités sont au cœur des civilisations et des hommes.²⁶ Elles s’expriment sur et à travers des territoires dans une double dialectique d’opposition à l’autre et d’assimilation au même. Le Sahel-Sahara est un espace de jonction fluide, un système ouvert, construit par les flux de populations qui l’ont traversé : berbères, arabes, soudaniens, entre autres. Cette mixité dynamique a contribué au brassage de sociétés variées et à la multiplication de conflits identitaires ; soit “*tous conflits où un groupe poursuit les objectifs géopolitiques non seulement au nom de la défense de son identité, mais aussi avec la certitude qu’il est menacé de disparition ou d’une domination qui lui est insupportable*”.²⁷

L’identité : centre névralgique de la conflictualité malienne

L’ethnie est un groupe humain dont les membres partagent culture, langue, et sentiment d’appartenance. Cette structure sociale est entrée en concurrence avec l’État dès l’indépendance. Une autre forme d’allégeance est créée, la citoyenneté, et tente d’imposer de nouvelles valeurs “importées” par le biais d’institutions notamment démocratiques.²⁸ Alors qu’en Europe au XIX^e siècle le fait national précède la formation de l’État, en Afrique il intervient *ad hoc*, postérieurement à la délimitation territoriale des structures politiques. Ces ethnies, certaines identiques divisées entre plusieurs pays, d’autres différentes rassemblées au sein d’une même entité politique, n’ont pas été fondamentalement perturbées par ce phénomène – elles résistent, se maintiennent là où l’État est défaillant. Elles deviennent à leur tour dans les paradigmes modernes un élément de friction, un

²⁵ Lugan, février 2013.

²⁶ Braudel (1993, p.33) écrit : “*La vie des nations, des civilisations, les comportements psychiques ou religieux ont assurément moins d’apparente immuabilité, et pourtant des générations d’hommes se succèdent, sans trop les altérer. Ce qui ne diminue pas, au contraire, l’importance de ces forces profondes qui s’incorporent à notre vie et façonnent le monde*”.

²⁷ Thual, 1996, p.6.

²⁸ Badie, 1992.

repère sous-jacent de la conflictualité. Ces structures de solidarités entre-tiennent des allégeances sub-étatiques concurrentes à celle de l'État-nation. Le communautarisme déforme les principes démocratiques : *“la démocratie donne mathématiquement le pouvoir aux peuples, aux ethnies ou aux tribus qui ont le plus grand nombre d'électeurs”*.²⁹

L'État moderne tente d'assimiler ces entités humaines à sa structure en modifiant les modes de vie (urbanisation), en invoquant de nouveaux principes (démocratie), de nouvelles valeurs (nation). Or, l'historicité de ces peuples reste un noyau dur et s'exprime plus ou moins fort en fonction de la capacité de l'État à satisfaire la population (en termes de justice sociale, politique, économique, par exemple). Nécessaire à la compréhension des logiques sociales et contestataires actuelles, l'historicité trouve dans les institutions modernes un autre mode d'expression et d'affirmation d'elle-même. Elle contribue à élargir l'écart entre réalité sociétale et réalité politique ; entre démocratie moderne et système politique hybride coincé entre deux temps : *“Très souvent, la différenciation ethnique repose sur le souvenir historique des rivalités, et est entretenue par des oppositions ou des nuances entre les organisations socio-politiques”*.³⁰

Cette historicité et l'histoire des peuples du Sahel-Sahara en général semblent partagées dans leur expression actuelle entre deux tendances : la répulsion et l'attraction. Cette dynamique se construit comme un jeu à somme nulle ; un même événement est à la fois attirant pour une des ethnies maliennes et repoussant pour une autre. Les liens tissés dans cet espace entre les hommes depuis des siècles continuent d'influencer les enjeux politiques et géopolitiques. La tendance répulsive est fondée sur le traumatisme de l'esclavage qui se transforme aujourd'hui en rejet absolu de la domination au sein de l'État par d'anciens peuples esclavagistes. Cette matrice négative s'exprime à travers la captation ethnique du pouvoir politique et dans les contestations régionales puisque *“les anciens esclaves constituent la base du djihadisme”*.³¹

Les peuples sédentaires soudaniens ont, de par leur mode de vie, pu s'adapter avec plus de facilité aux nouvelles formes de gestion du politique. Ils se retrouvent souvent majoritaires dans des États qui, en érigeant la démocratie en principe, leur donne l'occasion d'exprimer numériquement leur domination – ce qui conditionne la prévalence du vote communautaire sur le vote personnel. Les descendants d'anciens esclaves réprouvent de manière quasi obsessionnelle toute autorité à laquelle ils ne participeraient pas, d'autant plus que ce phénomène reste prégnant dans la société : *“Aujourd'hui en Afrique de l'Ouest, tout le monde sait qui est fils d'esclave ou de noble, par le nom, la manière de rire – le rire grossier n'a pas la réserve aristocratique”*.³² Cette réalité historique s'est transformée dans les années 1960 en problématique sociale irrésolue. Elle a gangréné jusqu'à se trouver aujourd'hui intimement connectée aux questions sécuritaires régionales : *“la question du djihad et de l'esclavage sont donc imbriquées”*.³³

²⁹ Lugan, 2009, p.591.

³⁰ *Ibid.*, p.108

³¹ Bayart, février 2015.

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

Les hommes sont divisés dans cet espace en groupes structurés (clan, tribu, ethnie), qui survivent au principe national de l'État moderne. Les nouvelles institutions déplacent la conflictualité sur l'arène politique entre les descendants noirs d'une histoire apophasique construite sur le rejet de l'esclavage et de la domination et les héritiers nostalgiques d'empires musulmans conquérants. L'historicité particulière des peuples maliens est un frein obsessionnel à la cohabitation politique. Elle favorise le repli communautaire et sans État fort pour la contenir, elle est un élément de frustration obsédante favorisant le maintien d'une domination interne (défaillance de l'État), le rejet de l'État malien (irrédentisme) et de la modernité elle-même (djihadisme).

L'identification : l'hologramme islamiste dans la lecture du conflit malien

L'identification, qui renvoie à un mode d'appréhension contextuelle de son appartenance, ne doit pas être confondue avec la notion d'identité. Lorsque l'idéologie d'Al-Qaïda s'implante au Sahel-Sahara, elle n'effectue pas la transposition mimétique d'un islam uni. Les particularités religieuses locales ne sont pas supprimées – Al-Qaïda sert de vecteur d'identification contextuelle sans pour autant éradiquer les tendances locales profondes de l'islam sahélo-saharien³⁴ qui continuent d'influencer l'action et les motivations des groupes armés non étatiques actuels. Le monde musulman est multiple et ne doit pas être confondu avec les civilisations qui l'ont traversé. Il est essentiel de rompre avec l'arabo-centrisme de l'islam pour appréhender son expression particulière notamment dans l'espace berbère et africain.

Le djihad moderne en Afrique n'est pas une invention du XXI^e siècle, pas plus qu'il n'est un produit importé par les canaux de la mondialisation depuis le Moyen-Orient. Inscrit dans un temps local long, ses antécédents semblent aujourd'hui revisités, engagés comme avatar et itinéraire de conquête par les groupes armés non étatiques du Sahel-Sahara. La mondialisation a permis l'hybridation d'une conflictualité partagée entre des enjeux géopolitiques endogènes classiques et son en-globalisation par une hydre “islamiste” en permanente mutation et immédiateté. Plus que les distances spatiales, la mondialisation réduit les distances temporelles en plaçant dans le même moment la référence à l'islam du VII^e siècle et les mutations y compris violentes du XXI^e siècle qui découlent de cet anachronisme.

L'expression “islam radical” sous-entend la césure. Les islamismes sortent de la normalité, du monde normé, et prônent un retour aux origines du dogme religieux. Il s'agit d'une rupture et d'une rétroaction. Or, cette perception minimise, voire contredit, non pas la réalité du phénomène mais le sens qui peut lui être attribué. Le terme “califat” réemployé dans les discours médiatiques est confondu dans la doxa avec la notion d'empire. Or *khilafa* signifie dans son sens originare “succession”. Ce qui veut dire qu'il ne s'agit pas seulement d'un élan traditionaliste, d'une volonté de retour aux modes de vie originaires de l'islam, mais de l'exaltation d'une continuité ininterrompue dans la

³⁴ M'Baye, 1982, p.835.

succession du prophète, indépendante de l’histoire occidentale, et de l’histoire occidentalo-centrée du monde. Il ne s’agit pas seulement de rompre avec le système international dominé par l’Occident, mais de rompre avec la prééminence, perçue comme normative, de l’histoire de l’Occident sur l’histoire refoulée de l’islam.

Les ressorts des islamismes modernes résident dans la symbolique historique et les stigmatisations géopolitiques qui en découlent. Ils s’expriment dans un monde de nouveau divisé entre fidèles et infidèles, dans un *dar el harb* mondialisé où la résistance se fait par conquête et reconquête de territoires perdus. Le terme de djihadisme est un néologisme : il désigne aujourd’hui l’exportation, au nom de l’islam, d’une violence sans finalité pacificatrice. Or, le djihad, dans sa définition textuelle³⁵ désigne la lutte, l’effort, tandis que la guerre est traduite par le mot *harb*. Adapté à la modernité, ce mot de djihadisme pourrait être interprété non pas comme l’action de guerre *strico sensu*, avec pour finalité la mort de l’ennemi et la pacification, mais comme la résistance et l’endurance à un *dar al harb* oppressant où la finalité devient sa propre survie par l’agitation et le trouble constant de l’espace pacifié. Le djihadisme est donc une manière de désigner la contestation transnationale mise sous la bannière de l’islam, qui constitue un mode de rupture répétitif avec l’ordre occidental établi.

L’affiliation *top-down* de la conflictualité : d’Al-Qaïda à AQMI, une stratégie de l’ubiquité

Al-Qaïda est une réalité transgressive : elle tente de faire le pont entre l’histoire classique et la modernité alimentant de multiples paradoxes. L’un des plus significatifs a trait à la médiatisation et l’imagerie : alors même que l’islam est une religion aniconique, Al-Qaïda fonde la moitié de sa stratégie sur les images et symboles. La religion ne peut plus être envisagée comme message essentiel de l’action. L’essence du phénomène se trouve dans la contestation elle-même, dans le conflit et non dans le religieux. La religion confère un poids idéal nécessaire, mais elle n’est pas ce qui fonde l’origine de la perturbation. Al-Qaïda s’est transformée en label fédératif qui aspire et modifie la géopolitique des conflits qu’il enveloppe. Cette organisation nébuleuse, ou réseau, évoluant dans, avec, et contre le monde, se fonde sur une nouvelle forme d’islamisme : “contrairement aux mouvements de l’islamisme politique classique à ancrage national, ces Afghans sans attache sociale, élaborent une variante transnationale de l’idéologie néo fondamentaliste axée sur la violence armée, couplée à un rigorisme religieux”.³⁶ Elle revisite après la Guerre froide la division géopolitique du monde émise par les califats musulmans : un *dar al islam* à défendre et un *dar el harb* à attaquer. Relayée par les médias, la propagande d’Al-Qaïda s’inscrit dans un contexte international et transnational qui lui assure une certaine forme de pérennité : pour l’anéantir, il ne suffit plus seulement de détruire ses bases, de traquer ses dirigeants, mais surtout de tuer son nom, de l’effacer en tant que symbole. La médiatisation est “un complément crucial à la campagne

³⁵ Des savants, notamment l’imam Sahih Al Bukhari, qui a compilé les *hadiths*, ont fait surgir la notion d’obligation manquante, le “sixième pilier de l’islam”, qui correspond au sens moderne du djihad.

³⁶ Lamchichi, 2002.

opérationnelle d’Al-Qaïda”,³⁷ qui l’utilise à des fins de communication, d’existence et de survie. Ainsi, la stratégie de fond d’Al-Qaïda semble être celle de l’ubiquité qui répond à l’impératif d’attaquer l’ennemi “*sur plusieurs fronts à la fois*”.³⁸ Cette faculté lui permet d’être localement représentée par des groupes visibles et identifiables, acteurs de conflits classiques, et d’être omniprésente et insaisissable dans le monde.

La construction *bottom-up* de la conflictualité: du GSPC³⁹ à AQMI, une stratégie de la représentation

Parallèlement, AQMI naît d’une transformation par le bas de groupes armés islamistes algériens. Cette branche d’Al-Qaïda pour le Sahel-Sahara est le résultat d’un long processus conclu en 2007 par l’allégeance d’Abdelmalek Droukdal à Oussama Ben Laden. Son intégration à Al-Qaïda nécessite “*une réévaluation complète des méthodes de guerre du GSPC*”,⁴⁰ un changement d’idéologie, et un élargissement de sa zone d’action. Or, cette transformation n’a pas été une transplantation mimétique de la nébuleuse globale ; ses traditions locales, bien qu’adaptées, résistent et s’expriment par le maintien de modes d’action et de finalités propres, *a fortiori* par la multiplication des dissidences. Lorsque le conflit éclate au Mali en 2012, AQMI s’insère dans cette brèche ouverte et contribue à la concentration de vellétés géopolitiques momentanément combinées.

Al-Qaïda, par voie d’“islamo-morphisme”, invite les groupes locaux à changer d’idéologie, de stratégie, et de finalité pour répondre à l’impératif d’uniformisation au détriment des particularités locales. Or, les enjeux directs présents au Sahel-Sahara ne disparaissent pas. AQMI leur confère une lecture globale qui n’éradique pas en elle-même les réalités géopolitiques locales : “*Au Sahel, l’islamisme radical se conjugue avec des revendications très locales de groupes qui voient dans la bannière Al-Qaïda le moyen de mieux exister médiatiquement*”.⁴¹

Le conflit malien en action: imbrication des vellétés et de la déflagration

La crise malienne déclenchée par la destitution du président Amadou Toumani Touré ne peut se comprendre sans considérer le contexte mondial et régional où elle s’inscrit. Elle semble être la résultante explosive d’une latence crisogène installée depuis les indépendances et ranimée sporadiquement par les métamorphoses de la conflictualité globale. La brèche laissée par le désinvestissement de l’État malien accélère le processus de transformation de la menace, la catalyse, et l’installe dans l’espace.

La poudrière sahélo-saharienne en érosion

L’apparition d’Al-Qaïda et de sa franchise⁴² locale modifie profondément la situation politique et sécuritaire de la région. Avatar d’un djihad moderne renouvelé, cette

³⁷ Gendron, 2007, p.2.

³⁸ *Ibid.*, p.3.

³⁹ Groupe salafiste pour la prédication et le combat.

⁴⁰ Sambe, 2012.

⁴¹ Daguzan, 2011.

⁴² Joannidis, 2011.

réalité active, ou abstraction représentative, transforme les perspectives géopolitiques des groupes armés non étatiques déjà présents au Sahel-Sahara ; “*Les groupes composites formant la galaxie Ben Laden se sont peu à peu éloignés de leurs objectifs géographiques ou nationaux [...]*”.⁴³ Dans une double logique d’ubiquité et de rupture, elle prospère et s’installe chaque fois qu’il est possible dans les failles politiques et sociales laissées par la défaillance des États. Élément parasite, elle vit aux dépens des conflits dans lesquels elle s’active, forme un point de convergence opérationnel et redéfinit les polarités. Plus qu’une entité, ce fluide hybride niché dans les interstices du temps et de l’espace perturbe chaque fois qu’il est possible la tectonique des plaques géopolitiques en comblant et gangrénant les failles ouvertes par la modernité.

L’invisibilité produite par sa “canalisation”⁴⁴ nécessite une inscription territoriale témoin de son existence et de sa proactivité. Al-Qaïda évolue – organisation, réseau, étiquette marketing, entre autres – et aspire à la fois les vagues rebelles spatialisées, comme il en va du GSPC algérien, et satellise ces mêmes réalités en vertu d’une logique d’ubiquité – AQMI n’est pas seulement la branche africaine d’Al-Qaïda, elle *est* Al-Qaïda. Les conflits géopolitiques initiaux sont concurrencés et supplantés par une bannière globale amorphe et déformante qui nécessite pour être comprise de disséquer la terminologie et l’histoire des variables conflictuelles en concurrence.

Le conflit malien est la résultante d’une combinaison momentanée de plusieurs variables. L’instabilité politique de l’État malien est à l’origine de la rupture. Issu de la vague d’indépendances de 1960, il peine à imposer des valeurs communes qui transcenderaient les différentes revendications ethniques. Les Touareg s’inscrivent dans une dynamique sinusoïdale de la rébellion identitaire avec des pics de violence marquée. Le régime libyen de Mouammar Kadhafi et sa chute ont contribué à réactiver ce conflit latent en conférant aux groupes armés des moyens d’action. Dès lors, la problématique touarègue semble être le fil d’Ariane d’une déstabilisation politique à long terme de l’État malien, que le faible développement économique et l’instabilité politique exacerbent. De la rencontre entre ces deux variables et de son impact résulte une impasse où, dans les interstices, viennent se loger les flux de conflictualité à la recherche d’une terre d’expression.

AQMI est une représentation locale d’Al-Qaïda – la satellisation n’est pas absolue, les résistances particulières se maintiennent et s’il y a similarité, les deux groupes ne semblent pas répondre à une identité commune. Les enjeux territoriaux et économiques de fond créent des dissidences qui, tout en poursuivant leur projet criminel notamment, restent attachés à cette bannière par nécessité. L’enveloppe “al-qaïdiste” du conflit malien doit être disséquée et transcendée : derrière elle s’observent des enjeux de pouvoir sur les territoires. C’est dans leur appréciation qu’il est possible de comprendre les dynamiques actuelles de la conflictualité. Si AQMI ne réussit pas à fédérer et institutionnaliser la galaxie

⁴³ Daguzan, 2011, *art. cit.*

⁴⁴ Ce terme désigne le fait qu’Al-Qaïda évolue via les canaux de la mondialisation, les voix de communication et les flux.

rebelle sahélo-saharienne, elle sert néanmoins de point de jonction opérationnel en rendant possible la concentration de la conflictualité en un même lieu et sa visibilité.

Le territoire de l’Azawad : la déflagration

Le conflit de l’Azawad est la résultante d’une interaction de variables endogènes et exogènes qui profitent de la fracture laissée par la défaillance des institutions politiques et sécuritaires pour s’installer. En ce sens, il fait intervenir différents acteurs aux ambitions variées qui, à un moment donné, en fonction des conjonctures et opportunités qui se présentent, se combinent pour former un front commun. Or, cette lecture unitaire du conflit masque les réalités de fond : la conjoncture n’efface pas les enjeux géopolitiques des différents acteurs qui réémergent une fois la territorialisation acquise. Ainsi, si le MNLA revendique l’indépendance d’une zone qu’il considère comme touarègue, AQMI cherchent à étendre son influence conformément à ses impératifs idéologiques, tandis que d’autres groupes encore, comme Mujao, veulent contrôler les routes du trafic transsaharien. Il semble en réalité que chaque acteur réponde à des impératifs territoriaux propres, replaçant le conflit à la jonction de plusieurs dynamiques qui se révèlent antagonistes, toutes liés aux enjeux de pouvoir sur les territoires. Ce conflit métastaté aux injonctions rationnelles laisse place à une sub-territorialisation : les différents groupes armés non étatiques de l’Azawad cherchent à asseoir leur autorité au détriment de leurs anciens partenaires.

Le MNLA, héritier des mouvements touareg, apparaît en 2011 lorsqu’il revendique l’autonomie puis l’indépendance de l’Azawad.⁴⁵ Il s’est dans un premier temps allié à AQMI sur certaines opérations, avant de s’en détacher et d’entrer en conflit contre ses membres.

Groupe politico-militaire laïque, il cherche à mener une action avant tout politique avec une finalité précise : l’autodétermination des Touareg maliens. Ses représentants annoncent le 7 juin la création d’un Conseil exécutif de l’Azawad présidé par Bilal Ag Achérif, “blessé le 27 Juin à Gao lors d’un affrontement avec le Mujao”.⁴⁶ “On retrouve ainsi les trois éléments constitutifs de l’État : territoire, population, gouvernement”.⁴⁷ Il cherche dès lors à se distinguer des acteurs djihadistes et “a fait connaître son soutien à l’opération française au Mali tout en s’opposant à l’arrivée de l’armée malienne dans le nord du pays, craignant des représailles contre les populations locales à ‘peau claire’”.⁴⁸ Les tensions avec les groupes djihadistes installés dans l’Azawad brouillent la lecture de son projet : d’un côté, les populations du sud le considèrent comme responsable de la crise, de l’autre, il est évincé de ses positions territoriales par les islamistes.

Ansar Dine entre en scène en 2011 ; c’est un groupe islamiste touareg créé par Iyad Ag Ghali, “l’un des principaux leaders de la rébellion touarègue des années 1990 qui est

⁴⁵ Châtelot, 2015, *art. cit.*, p.15.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ Cumin, 2014, p.44.

⁴⁸ Châtelot, *art.cit.*, p.15.

également le cousin de l'un des chefs locaux d'AQMI, Hamada Ag Hama".⁴⁹ Il cherche à imposer la charia au Mali et en faire un État théocratique.⁵⁰ Il a son fief dans la région de Kidal ; et “[f]in janvier, l'organisation a pris le contrôle d'un vaste territoire au nord du pays, occupant les villes de Tinzouaten, Tessalit et Aguelhok, proches de la frontière algérienne”.⁵¹

AQMI, conformément à son idéologie, cherche à se territorialiser et s'installe dans les zones délaissées par les États : “Composé pour une grande part par des Mauritaniens et des Maliens mais toujours dirigé par des Algériens, le mouvement serait composé d'un millier d'hommes déployés dans les phalanges du Sahara (ou katibas) regroupées au nord du Mali”.⁵² Tombouctou est devenu son principal bastion.

La katiba de Mokhtar Belmokhtar, *el Mouwakaoun Beddam*, est créée en décembre 2012 : “Son nom, qui signifie la ‘Phalange des signataires par le sang’, rappelle la devise du GIA qui était : ‘Du sang, du sang, de la destruction, de la destruction. Ni trêve, ni dialogue, ni réconciliation !’”. Dissidence d'AQMI du fait de tensions entre Abdelmalek Droukdal et Mokhtar Belmokhtar, la katiba “dit vouloir aider à la consolidation du règne de la charia dans le nord du Mali”.

Mujao est une autre dissidence d'AQMI opérée en 2011 à l'initiative de son chef Hamada Ould Mohamed Kheirou, un Mauritanien ; “Le 27 juin, le Mujao a pris le contrôle de Gao après des combats avec le MNLA”.⁵³ Composé de Mauritaniens et de Maliens, le groupe est activement impliqué dans le trafic de drogue saharien⁵⁴ – le contrôle des routes est, dans cette perspective, une nécessité. Il multiplie les attentats violents dans le nord du pays : “À la différence d'AQMI, le Mujao, davantage ancré dans la société malienne, a opté pour une guerre d'évitement contre les forces françaises et maliennes, multipliant les attaques suicides”.⁵⁵

Conclusion

Le conflit malien semble être la résultante d'un processus crisogène d'ubiquité temporelle où des identités humaines fortes s'opposent à la modernité mal acquise d'un État sahélien fragile. Dans les fissures de cette confrontation s'installent des éléments contestataires et violents exogènes adaptés, ou endogènes amalgamés, qui profitent d'un espace perturbé pour proliférer. La métastase interminable des “istes” nécessite de rompre avec toute prénotion susceptible de brouiller la perception réelle du conflit. Al-Qaïda se greffe à la conflictualité régionale et transforme les groupes armés non étatiques. Mais les résistances locales sont telles que les dissidences se multiplient – il existe au Sahel-Sahara

⁴⁹ Châtelot, 2013, *art.cit.*, p.15.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

⁵³ Carmarans, 2012.

⁵⁴ ONU, novembre 2013.

⁵⁵ Châtelot, *art.cit.*, p.19.

une kyrielle de groupes armés non étatiques aux allégeances confuses et souvent conjoncturelles, répondant en réalité à des intérêts divers et des stratégies personnelles. À l’instar des oasis du désert, le conflit malien est un conflit mobile, contextuellement produit par la rupture de la stabilité politique et la concentration de dynamiques conflictuelles combinées en un même espace-temps.

Ce conflit est le produit d’une onde de choc inversée qui va des périphéries vers un centre de gravité mobile. Une fois l’enveloppe du djihad global percée, il se révèle être la concentration opportuniste de plusieurs dynamiques belligères qui s’analysent pour l’essentiel en termes géopolitiques. Il ne doit donc pas être appréhendé de manière unitaire, mais disséquée, afin de mettre en exergue ses ressources profondes et comprendre les inerties qui conditionnent ses trajectoires aujourd’hui. Il est une sorte d’archétype du conflit moderne multiple ; l’hologramme du djihad global n’a pas confondu les velléités classiques poursuivies : conflit identitaire pour l’indépendance d’un territoire ; insurrection armée au sein de l’État ; course au contrôle des routes du trafic et de la criminalité trans-saharienne.

Le Mali est un territoire vaste et enclavé. Au cœur du Sahel-Sahara il “*occupe une situation de carrefour qui fit autrefois sa fortune*”.⁵⁶ Aujourd’hui, alors que la majorité des échanges se font par les eaux, le Mali reste coincé au bord d’une mer de sable qui nécessite la mise en place d’infrastructures onéreuses pour le sortir de son handicap.⁵⁷ Il peine alors à assurer un développement et une intégration homogènes sur l’ensemble de son territoire, et par là catalyse la mutation de l’espace en zone de transit de la criminalité internationale. La mobilité au sein du Sahel-Sahara est actualisée – les trafics profitent de frontières poreuses pour proliférer. Les savoirs nomades sont intégrés à cet antimonde qui offre aux individus une alternative d’ascension sociale et d’enrichissement personnel. L’instabilité politique est le fait d’une latence crisogène induite par l’adaptation manquée des institutions politiques modernes aux identités fortes en présence. Pluri-ethnique et communautariste, la population modifie le principe démocratique en faisant prévaloir sur l’allégeance citoyenne des allégeances historiques sub-étatiques qui continuent d’exprimer et d’alimenter les tensions ethniques. Chacun des clans, tribus, ou ethnies, possède ses codes, ses chefs, son histoire, son territoire, ses ancêtres et sa mémoire. Ces structures sociales ne se sont pas complètement fondues dans l’État, ni confondues dans la mondialisation. Leur portée symbolique est encore effective s’exprimant dans, avec, par, et parfois contre, les institutions politiques. Le territoire est riche du souvenir des empires sahélo-sahariens qui s’y sont croisés. Le poids historique de cette mémoire est une variable fondamentale de la conflictualité moderne.

La rencontre entre les deux mondes arabo-berbère et noir africain constitue non pas une fracture civilisationnelle, mais une opposition entre deux histoires, deux identités affirmées. Les Touareg ne veulent pas être intégrés à un État dominé par des peuples qu’ils

⁵⁶ Gourdin, septembre 2012.

⁵⁷ Zajec, 2013, p.63.

tenaient en infériorité. De la même manière, les populations soudaniennes rejettent la domination d’anciens esclavagistes. Le Targui abandonne une part de sa représentation nomade de l’espace pour répondre à la modernité avec ses propres codes : la revendication territoriale. La chute du régime libyen offre à ces mouvements autonomistes et irrédentistes une nouvelle opportunité de soulèvement. Or, d’une part, la diversité des groupes politico-militaires touareg empêche une lecture simplifiée de leur projet : “*Les revendications de ces derniers oscillent entre l’indépendance et une autonomie substantielle. Encore faudrait-il que les Kel Tamasheq soient eux-mêmes capables de s’unir autour d’un projet à la fois commun et raisonnable*”.⁵⁸ D’autre part, l’hologramme djihadiste est venu en l’espèce perturber la lisibilité du conflit initial modifiant sa perception et l’intégrant à un cadre confus de définition : “*Au Mali, l’inusable refrain de la guerre au terrorisme*”.⁵⁹

Le conflit de l’Azawad est en apparence complexe étant donné la pluralité d’enjeux et d’acteurs qu’il met en action. Une fois disséqué, il laisse apparaître à ses origines deux variables géopolitiques fondamentales : l’espace et l’identité. Ainsi, s’il se construit et apparaît de manière originale comme un flux, l’essence de ses termes reste inchangée et renvoie toujours aux enjeux de pouvoir sur les territoires. De l’importance de la médiatisation d’Al-Qaïda l’antimonde glisse vers la stratégie de la revendication de Daesh. Si ces deux entités diffèrent, leur mode de négation semble reposer sur les mêmes fondements. La revendication devient, dans cet aspect, une tactique de conquête virtuelle de l’espace. Et de la même manière, Daesh qui semble s’implanter dans le désert libyen, ne doit pas brouiller la lisibilité du conflit malien qui devra, pour être résorbé, prendre conscience de sa propre nature.

Bibliographie

ASSEMBLÉE NATIONALE, “Situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne”, Rapport d’information, 6 mars 2012.

AYAD, Christophe, “Au cœur du Sahel sous tension, la poudrière malienne”, *Le Monde Afrique*, 28 mars 2012 : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/03/28/au-coeur-du-sahel-sous-tension-la-poudriere-malienne_1676354_3212.html#Zs1E9FFBOATkAb7H.9.

BADIE, Bertrand, *L’État importé : essai sur l’occidentalisation de l’ordre politique*, Paris, Fayard, 1992.

BALANCIE, Jean-Marc & Arnaud de LA GRANGE (ss.dir.), *Les Nouveaux mondes rebelles, conflits, terrorismes, et contestations*, Paris, Michalon, 2005.

BAYART, Jean-François, “L’historicité de l’État importé”, *Les Cahiers du CERI*, n°15, 1996 : <http://www.sciencespo.fr/ceri/sites/sciencespo.fr/ceri/files/cahier15.pdf>.

BAYART, Jean-François, *La greffe de l’État*, Paris, Karthala, 1996.

BAYART, Jean-François, “Les anciens esclaves constituent la base du djihadisme”, *Le Un*, n°43, février 2015.

⁵⁸Patrice Gourdin, « Géopolitique du Mali : un État failli ? », *art. cit.*

⁵⁹Olivier Zajec, « Au Mali, l’inusable refrain de la guerre au terrorisme », *Le Monde Diplomatique*, [En Ligne], Février 2013

URL : <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/02/ZAJEC/48725>

BEN MAMI, Skander, “Des populations nomades face à un espace saharien en mutation”, IRIS – Observatoire des mutations politiques dans le monde arabe, septembre 2013 : http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/obs-monde-arabe/des-populations-nomades-septembre-2013.pdf.

BERNUS, Edmond, “Les Touaregs, traditions nomades et réalités du désert”, *Clio*, juillet 2002 : https://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/les_touaregs_traditions_nomades_et_realites_du_desert.asp.

BONTE, Pierre, “Anthropologie des sociétés nomades, fondements matériels et symboliques”, Université Paris-VIII : <http://www2.univ-paris8.fr/sociologie/fichiers/bonte-cours.pdf>.

BRAUDEL, Fernand, *Grammaire des civilisations*, Paris, Flammarion, 1993.

CARMARANS, Christophe, “Mali : les principaux acteurs de la crise”, *RFI*, 12 décembre 2012 : <http://www.rfi.fr/afrique/20121212-mali-reperes-principaux-acteurs-crise-Mali>.

CHATELÔT, Christophe, “Les trois plaies du Mali”, *Le Monde Bilan Géostratégique*, édition 2013.

COMMISSION OUEST-AFRICAINE SUR LES DROGUES, “Pas seulement une zone de transit : drogues, États et sociétés en Afrique de l’Ouest”, West Africa Commission on Drugs, juin 2014 : <http://www.wacommissionondrugs.org/fr/wp-content/uploads/2014/11/WACD-Rapport-Completer-FR.pdf>.

CUMIN, David, *Manuel de droit de la guerre*, Bruxelles, Larcier, 2014.

CUTTIER, Martine, “Les ressorts structurels de la crise au Sahel”, *Res Militaris*, vol.3, n°3, 2013.

DAGUZAN, Jean-François, “D’Al-Qaida à AQMI, de la menace globale aux menaces locales”, *Diploweb*, décembre 2011 : <http://www.diploweb.com/D-Al-Qaida-a-AQMI-de-la-menace.html>.

EDEL, Chantal (ss.dir.), *Les seigneurs du désert : de Tombouctou à la Mecque. Témoignages, 19^{ème} siècle – 20^{ème} siècle*, Paris, Omnibus, 2014.

ÉTIENNE, Bruno, *L’islamisme radical*, Paris, Hachette, 1987.

FILIU, Jean-Pierre, *La véritable histoire d’Al-Qaida*, Paris, Pluriel, 2011.

Flichy de la Neuville, Thomas (ss.dir.), *Opération Serval au Mali, l’intervention française décryptée*, Le Prouet, Lavauzelle, 2013.

FOREIGN & COMMONWEALTH OFFICE, “Traffickers and Terrorists : drugs and violent jihad in Mali and the wider Sahel”, octobre 2013 : https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/256619/Oct_2013_Traffickers_and_Terrorists.pdf.

GENDRON, Angela , “La stratégie médiatique et de propagande d’al-Qaïda”, *CIEM*, 2007/2, p.2 : <http://www.itac.gc.ca/pblctns/pdf/2007-2-fra.pdf>.

GOURDIN, Patrice, “Al-Qaida au Sahara et au Sahel. Contribution à la compréhension d’une menace complexe”, *Diploweb*, mars 2012 : <http://www.diploweb.com/Al-Qaida-au-Sahara-et-au-Sahel.html>.

GOURDIN, Patrice, “Géopolitique du Mali : un État failli ?”, *Diploweb*, septembre 2012 : <http://www.diploweb.com/Geopolitique-du-Mali-un-Etat.html>.

GOURDIN, Patrice, “Touaregs du Mali. Des hommes en bleus dans une zone grise”, *Diploweb*, mai 2013 : <http://www.diploweb.com/Touaregs-du-Mali-Des-hommes-bleus.html>.

GOURDIN, Patrice, “L’UE et le conflit malien”, *Diploweb*, juin 2013 : <http://www.diploweb.com/L-UE-et-le-conflit-malien.html>.

GROUPE DE RECHERCHE SUR LES INTERVENTIONS DE PAIX DANS LES CONFLITS INTRA-ÉTATIQUES (GRIPCI), “Le conflit touareg au Mali et au Niger”, Montréal, Chaire Raoul Dandurand, Université du Québec à Montréal (UQAM), 2002 : http://www.gitpa.org/Peuple%20GITPA%20500/GITPA%20500-4_plusTEXTEREfconflittouareg.pdf.

GUIDÈRE, Mathieu, *Al-Qaïda à la conquête du Maghreb*, Paris, Éditions du Rocher, 2007.

GUIDÈRE, Mathieu, “The Timbuktu Letters: New Insights about AQIM”, *Res Militaris*, vol.4, n°1, 2014.

HANNE, Olivier (dir.), *Mali, une paix à gagner*, Le Prouet, Lavauzelle, 2014.

INTERNATIONAL CRISIS GROUP, “Mali : la paix à marche forcée ?”, Rapport Afrique n°226, Dakar/ Bruxelles, 22 mai 2015.

JOANNIDIS, Marie, “Dix ans après le 11-Septembre : AQMI, franchise d’al-Qaïda en Afrique”, *RFI*, septembre 2011 : <http://www.rfi.fr/afrique/20110909-aqmi-franchise-al-qaida-afrique-11-septembre-terrorisme-sahel/>.

KEPEL, Gilles, *Al-Qaïda dans le texte*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005.

LAMCHICHI, Abderrahim, “Al-Qaïda”, *Confluence Méditerranée*, vol.1, n°40, 2002, pp.41-56.

LEYMARIE, Philippe, “Comment le Sahel est devenu une poudrière”, *Le Monde Diplomatique*, avril 2012 : <https://www.monde-diplomatique.fr/2012/04/LEYMARIE/47605>.

LUGAN, Bernard, *Histoire de l’Afrique des origines à nos jours*, Paris, Ellipses Marketing, 2009.

LUGAN, Bernard, “Mali : de la ‘Françafrique’ fantasmée à la reconstitution de l’AOF”, Le blog officiel de Bernard Lugan, février 2013 : <http://bernardlugan.blogspot.fr/2013/02/mali-de-la-francafrique-fantasmee-la.html>.

LUGAN, Bernard, *Les guerres d’Afrique des origines à nos jours*, Monaco, Éditions du Rocher, 2013.

MATHIAS, Gregor, *Les guerres africaines de François Hollande*, La Tour d’Aigues, Éditions de l’Aube, 2014.

M’BAYE, Ravane, “L’Islam Noir en Afrique”, *Tiers-Monde*, vol.23, n°92, 1982.

MOREAU-DEFARGES, Philippe, *Introduction à la Géopolitique*, Paris, Points, 2009.

MOUVEMENT NATIONAL DE LIBÉRATION DE L’AZAWAD, “Déclaration d’indépendance de l’Azawad”, 6 avril 2012.

OCDE/ CSAO, “Un atlas du Sahara-Sahel : Géographie, économie et insécurité”, *Cahiers de l’Afrique de l’Ouest*, Éditions OCDE, 2014 : URL: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264222335-fr>.

ONU, “Le Conseil de sécurité rejette la prétendue ‘indépendance’ du Nord Mali et exprime son soutien aux efforts de la CEDEAO et de l’Union Africaine”, Résolution 2056, 5 juillet 2012.

ONU, “Le Conseil de sécurité autorise le déploiement d’une force internationale au Mali”, Résolution 2085, 20 décembre 2012.

ONU, *Comité du Conseil de Sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaïda et les personnes et entités qui lui sont associées*, novembre 2013 (1^{ère} publication : décembre 2012) : <http://www.un.org/french/sc/committees/1267/NSQDe134F.shtml>.

POURTIER, Roland (ss.dir.), *Géopolitique de l’Afrique et du Moyen-Orient*, Paris, Nathan, 2009.

RETAILLÉ, Denis, “L’espace nomade”, *Revue de Géographie de Lyon*, vol.73, n°73-1, 1998.

RETAILLÉ, Denis, “Le continuum nomade sédentaire et l’espace mobile”, in Frédéric Alexandre & Alain Génin (ss.dir.), *Continu et discontinu dans l’espace géographique*, Tours, Université François Rabelais, 2008.

ROY, Olivier & Mariam ABOU ZAHAB, *Réseaux islamiques, la connexion afghano-pakistanaise*, Paris, Autrement, 2002.

SAMBE, Bakary, “Crise malienne : origines, développements et répercussion dans la sous-région”, Bonn, Konrad Adenauer Stiftung, 2012 : http://www.kas.de/wf/doc/kas_33096-1522-3-30.pdf?121213171402.

THUAL, François, “Méthodes de la géopolitique : apprendre à déchiffrer l’actualité”, IRIS Ellipses, 1996 : http://www.geo-phile.net/IMG/pdf/methodes_de_la_geopolitique_2015.pdf.

ZAJEC, Olivier, *Introduction à la Géopolitique : histoire, outils, méthodes*, Paris, Argos, 2013.